



Fin 2015, l'Ile-de-France retrouve son niveau d'emploi d'avant-crise

Au quatrième trimestre 2015, l'emploi salarié francilien poursuit sa progression (+ 0,2 %) et dépasse désormais son point haut de 2008. L'industrie perd toujours des emplois. En un an, la croissance de l'emploi (+ 0,8 %) est principalement portée par les activités scientifiques et techniques et les services administratifs et de soutien. Le taux de chômage francilien a diminué au quatrième trimestre de 0,2 point pour s'établir à 8,8 %. À fin février 2016, les créations d'entreprises des six derniers mois ont été plus nombreuses qu'au cours de la même période précédente. Les défaillances du quatrième trimestre 2015 ont augmenté par rapport au troisième trimestre. Les ventes de logements neufs sont bien orientées. Fin février 2016, le nombre de logements autorisés à être construits au cours des douze derniers mois est en forte hausse (+ 19,0 %), tout comme le nombre de logements dont la construction est commencée. Après les attentats de novembre dans la région, la fréquentation hôtelière des deux premiers mois de l'année est très inférieure à celle de la même période de 2015.

Denis Rabadeux, Insee Ile-de-France ; Athémane Dahmouh, Directrice

Rédaction achevée le 14 avril 2016

L'emploi francilien progresse de nouveau

L'emploi salarié francilien progresse encore au quatrième trimestre 2015 (+ 0,2 % par rapport au trimestre précédent, soit 7 550 emplois supplémentaires), comme au niveau national (*figure 1*). L'évolution annuelle est plus marquée : + 0,8 % dans la région (30 800 emplois supplémentaires) contre + 0,6 % en France métropolitaine. Cette dynamique de l'emploi salarié bénéficie surtout à Paris et à la Seine-Saint-Denis (+ 1,2 %), puis au Val-d'Oise (+ 1,0 %). La croissance annuelle est nettement plus faible dans les autres départements franciliens.

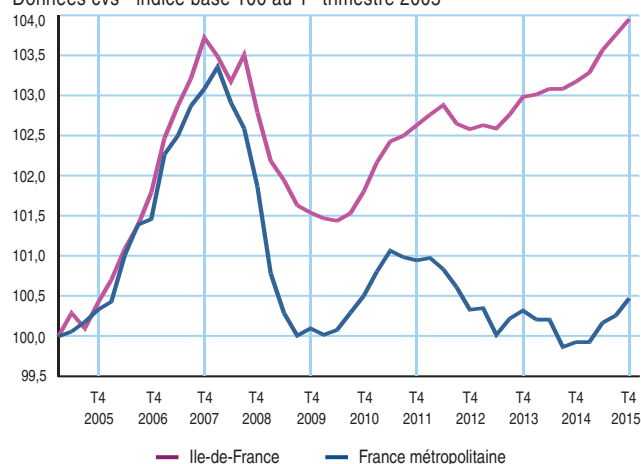
Au quatrième trimestre 2015, les effectifs du secteur de l'intérim ont progressé de 1 500 dans la région par rapport au troisième trimestre (soit + 1,7 %), moins qu'au niveau national (+ 3,2 %). En un an, ce secteur a gagné plus de 5 900 postes (+ 7,1 %) dans la région.

En Ile-de-France, le secteur tertiaire marchand hors intérim - qui représente 80 % de l'emploi salarié marchand total de la région - a créé environ 6 000 postes supplémentaires au quatrième trimestre 2015 (+ 0,2 %) (*figure 2*) et environ 27 300 en un an (+ 1,1 %). L'emploi dans les services marchands confirme sa progression, principalement dans les activités scientifiques, administratives et de soutien (+ 1,7 %, soit

environ 15 500 emplois supplémentaires en un an), mais aussi dans l'hébergement et la restauration (avec 4 100 emplois en

1 L'emploi salarié francilien a dépassé ses hauts niveaux de 2008

Données cvs - indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005

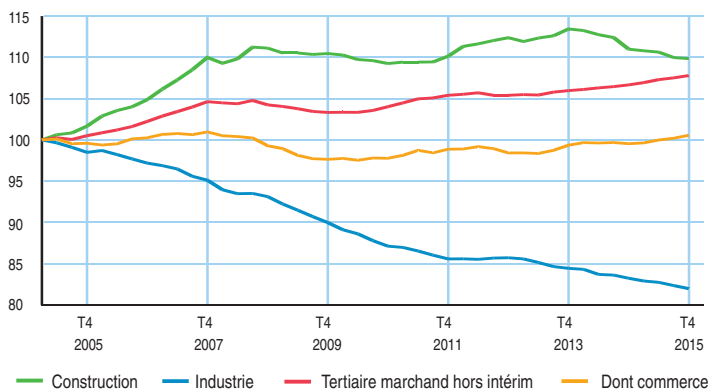


Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi

2 Le tertiaire marchand soutient l'emploi en Ile-de-France

Données cvs - indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi - données provisoires pour le quatrième trimestre 2015

plus, soit + 1,4 % en un an) et les transports et l'entreposage (+ 1,3 %, en hausse de 4 600 emplois en un an). Dans le commerce, 2 500 emplois ont été créés ce trimestre (+ 0,4 %), ce qui porte les créations annuelles dans ce secteur aux alentours de 7 000 (+ 1,0 %).

En revanche, l'emploi francilien recule légèrement dans la construction au quatrième trimestre 2015 (- 0,1 %). En un an, ce secteur a perdu 2 800 emplois, soit une baisse de 1,1 %. Dans l'industrie francilienne, environ 6 800 emplois ont été supprimés en un an (- 1,5 %), dont 2 000 au quatrième trimestre 2015 (- 0,5 % par rapport au troisième trimestre).

Avertissement - L'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

Le taux de chômage en baisse au quatrième trimestre

Après une très légère hausse au trimestre précédent, le taux de chômage francilien diminue (- 0,2 point) au quatrième trimestre 2015, s'établissant à 8,8 % de la population active (figure 3). En France métropolitaine, il baisse de 0,1 point et atteint 10,0 %. En un an, le taux de chômage a reculé de 0,2 point dans la région et de 0,1 point en France métropolitaine. Il baisse de 0,1 à 0,2 point dans tous les départements franciliens, sauf en Essonne où il est stable. Au quatrième trimestre 2015, le taux de chômage varie de 7,4 % dans les Yvelines à 13,1 % en Seine-Saint-Denis.

3 Le taux de chômage diminué au quatrième trimestre 2015

Données en moyenne trimestrielle et corrigées des variations saisonnières (en %)



Source : Insee, taux de chômage localisés - données provisoires pour le quatrième trimestre 2015

Insee Conjoncture Ile-de-France n° 9 - Avril 2016

Baisse du nombre de jeunes demandeurs d'emploi mais poursuite de la hausse des seniors

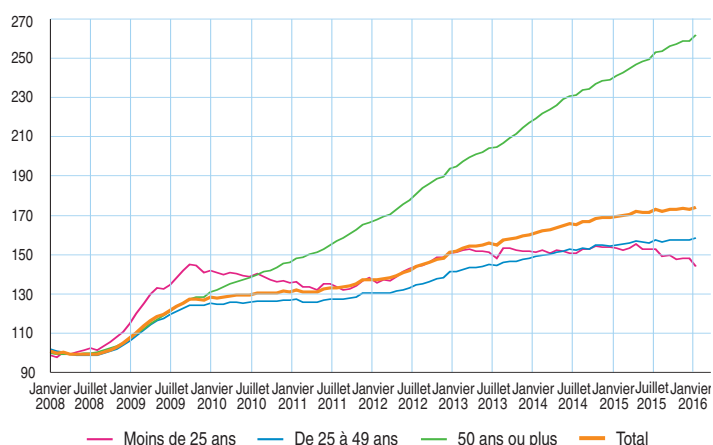
En février 2016, 963 640 demandeurs inscrits à Pôle emploi sont immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Ile-de-France (catégories ABC). Parmi eux, 681 570 n'ont pas du tout travaillé (catégorie A). L'évolution trimestrielle des demandeurs d'emploi dans cette catégorie est identique dans la région et au niveau national (+ 0,6 %). En incluant les catégories B et C, elle est légèrement moins défavorable : + 0,2 % en Ile-de-France et + 0,3 % au niveau national.

Depuis août 2015, sur les six derniers mois, le nombre d'inscrits dans la région progresse en catégorie A comme en catégories ABC (+ 0,6 % et + 0,9 %).

Alors que le mouvement de baisse se confirme pour les jeunes (- 4,6 % en catégories ABC sur les six derniers mois, soit - 0,8 % en rythme mensuel), la situation ne s'améliore pas pour les seniors (+ 3,3 % en catégories ABC sur la même période) (figure 4). La dégradation est plus prononcée pour les femmes que pour les hommes (+ 1,2 % contre + 0,5 % depuis août 2015 en catégories ABC), confirmant ainsi les premiers signes observés début 2015.

4 Le nombre des demandeurs d'emploi franciliens de 50 ans ou plus augmente rapidement

Données cvs - indices base 100 en avril 2008



Champ : demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois.

Source : Pôle emploi, Dares

Les créations d'entreprises ont augmenté dans la région au cours des six derniers mois

De septembre 2015 à février 2016, presque 80 000 entreprises ont été créées dans la région, soit une hausse significative de 5,8 % par rapport à la même période un an plus tôt (figure 5). À titre de comparaison, au niveau national, les créations stagnent (- 0,3 %).

Les créations d'entreprises, autres que micro-entreprises, ont continué d'augmenter dans la région pendant ces six mois (+ 14,9 %), au même rythme qu'en France métropolitaine. Chez les micro-entrepreneurs, la tendance à la baisse observée depuis plusieurs mois se confirme dans la région (- 2,6 %), mais dans de plus faibles proportions qu'au niveau national (- 15,1 %). La part des créations sous forme de micro-entrepreneuriat reste minoritaire en Ile-de-France (47,6 %) comme en France métropolitaine (44,2 %).

Les secteurs du commerce, transports, hébergement et restauration (+ 20,3 % dans la région), ainsi que celui des activités immobilières, sont les plus dynamiques. Les dispositions réglementaires adoptées fin 2014 (loi n° 2014-1104 du 1^{er} octobre 2014 relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur) et mi-2015 (disposition instituant la libéralisation du transport par autocar inscrite dans la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, aussi appelée Loi Macron) ont probablement encore un impact très positif pour les créations d'entreprises

5 Les créations d'entreprises augmentent en Ile-de-France

Créations d'entreprises	Septembre 2015 à février 2016		Évolution en glissement annuel (en %)*		
	Total créations	Part des micro-entreprises (en %)	Total créations	Micro-entreprises	Créations hors micro-entreprises
Industrie	2 093	46,5	-12,6	-32,2	16,5
Construction	6 693	32,7	-11,3	-22,3	-4,8
Commerce, transports, hébergement, restauration	22 647	39,2	20,3	5,8	32,0
Information et communication	6 390	48,2	0,4	-9,3	11,5
Activités financières	2 447	16,1	10,9	-4,4	14,4
Activités immobilières	2 395	17,7	17,9	-15,2	28,7
Activités de services**	22 927	55,1	3,6	-0,4	9,0
Enseignement, santé, action sociale	8 276	64,2	3,8	2,0	7,2
Autres activités de services	5 705	69,8	-0,1	-1,7	3,7
Total Ile-de-France	79 573	47,6	5,8	-2,6	14,9
Total France métropolitaine	269 295	44,2	-0,3	-15,1	15,6

* Évolution du cumul de septembre 2015 à février 2016 par rapport au cumul de septembre 2014 à février 2015.

** Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (niveau A10, NAF rév 2).

Champ : activités marchandes hors agriculture.

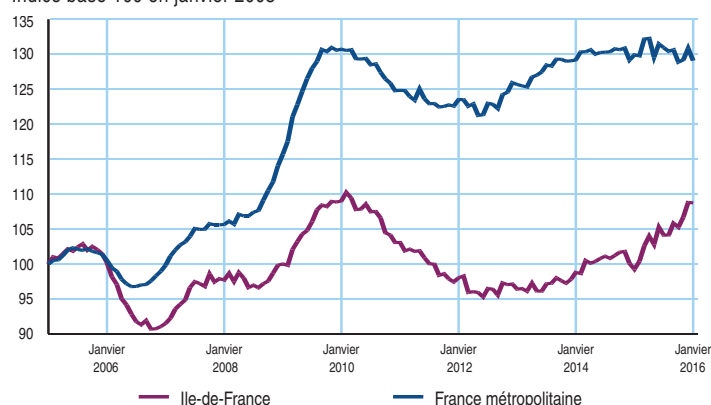
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements

dans le secteur des transports. Le secteur regroupant les activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien est aussi relativement dynamique : environ 23 000 entreprises ont été créées au cours de ces six derniers mois, soit + 3,6 % par rapport à la même période un an auparavant. Dans le secteur de la construction, les créations se replient (- 11,3 %) tant du fait des micro-entrepreneurs que des autres créateurs. Dans l'industrie, elles diminuent globalement (- 12,6 %), malgré un sursaut des créations hors micro-entreprises (+ 16,5 %).

En Ile-de-France, le nombre de défaillances d'entreprises a augmenté en 2015 par rapport à 2014 (+ 8,7 %), retrouvant ainsi un niveau équivalent à celui de 2009. Cette hausse est plus sensible qu'en France métropolitaine (+ 1,1 %) (figure 6). Les secteurs de l'hébergement et de la restauration et de la construction sont notamment les plus touchés (respectivement + 19,1 % et + 12,8 %). Le secteur du commerce et de la réparation automobile résiste mieux (+ 2,2 %).

6 Plus de défaillances jugées au cours des douze derniers mois en Ile-de-France par rapport aux douze mois précédents

Indice base 100 en janvier 2005



Données mensuelles brutes au 11 mars 2016, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Fiben Banque de France

Ventes de logements neufs en augmentation par rapport à l'an dernier

En Ile-de-France, les ventes de logements neufs sont en hausse au quatrième trimestre 2015 par rapport au même trimestre de 2014 (+ 8,4 %). Cette augmentation est quasiment du même ordre qu'au niveau national. Les prix de vente de logements neufs au m² ont diminué de 0,3 % dans la région par rapport au troisième trimestre 2015 et sont quasiment stables par rapport au quatrième trimestre 2014. Dans le secteur de la construction, les perspectives d'activité sont plus optimistes en Ile-de-France. Fin février 2016, le nombre de logements

autorisés à être construits dans la région est en hausse sensible (+ 19,0 % au cours des douze derniers mois, contre + 8,2 % au niveau national) : cela correspond à 75 000 logements contre 63 000 un an auparavant. La conjoncture est aussi favorable en ce qui concerne le nombre de logements dont la construction a commencé dans la région au cours des douze derniers mois (+ 21,1 % contre + 2,6 % en France métropolitaine par rapport aux douze mois précédents), soit 65 400 logements commencés contre 54 000 sur les douze mois précédents (figure 7).

7 Une dynamique de construction de logements en Ile-de-France

Indice base 100 en janvier 2005



Données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des douze derniers mois.

Source : SOeS - base de données Sit@del2

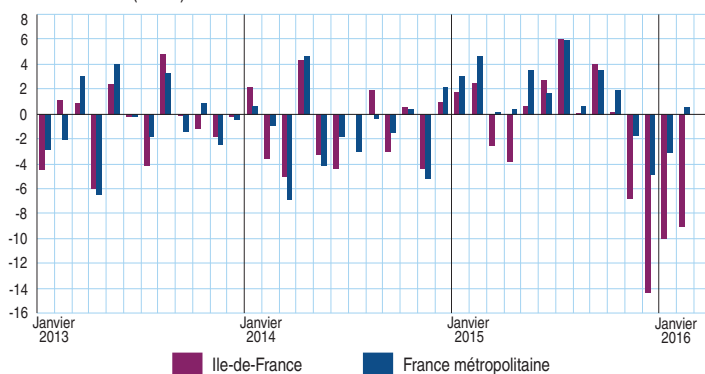
À fin février 2016, les surfaces de plancher des locaux autorisés à la construction (en milliers de m³) sont désormais en nette progression en Ile-de-France (+ 25,0 %) par rapport aux douze mois précédents, contre seulement + 2,8 % en France métropolitaine. La surface des locaux dont la construction a débuté est aussi en hausse en Ile-de-France (+ 5,4 % par rapport aux douze mois précédents), alors qu'elle a diminué en France métropolitaine (- 5,9 %).

Autres contributeurs du diagnostic conjoncturel

Banque de France : Kloé Masselier
 CESER / CRIES Ile-de-France : Éric Forti
 Crocis de la CCI Paris Ile-de-France : Mickaël Le Priol
 CRT : Aurélian Catana
 Douanes : Karine Boris-Treille
 DRFIP : Marie-Odile Bourdon
 Pôle emploi : Philippe Ricard
 Pôle emploi services : Damaris Phelippe
 PRIF : Christophe Centonze
 Région Ile-de-France : Florence Rey
 Urssaf Paris : Gaëlle Jacq

8 Fréquentation hôtelière de début d'année en sensible baisse

Évolution du nombre de nuitées hôtelières du mois de l'année n par rapport au mois de l'année n-1 (en %)



Sources : Insee, DGE, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

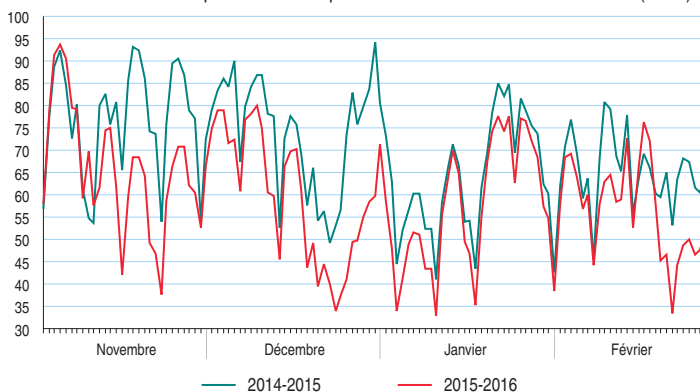
Sensible ralentissement de l'activité hôtelière depuis les attentats de novembre 2015

Après un mauvais mois de décembre 2015, l'impact à fin février 2016 des attentats de novembre 2015 se fait encore sentir en Ile-de-France. Depuis le début de l'année, environ 850 000 nuitées de moins ont ainsi été comptabilisées par rapport à la même période de 2015 (figure 8). Les taux d'occupation des hôtels restent très inférieurs à ceux de l'an passé, en particulier à Paris (figure 9).

Cette chute des nuitées dans l'ensemble de la région est plus prononcée pour la clientèle étrangère que pour la clientèle française (respectivement - 14,2 % et - 5,1 % au cours des deux premiers mois de 2016). La fréquentation hôtelière s'est effondrée, en particulier à Paris où le déficit mensuel s'est établi à plus de 14 % en janvier, avant de s'atténuer très légèrement en février (- 11,5 %), soit une baisse

9 Baisse de la fréquentation hôtelière journalière à Paris

Évolution du taux d'occupation hôtelier quotidien à Paris de novembre à février (en %)



Lecture : l'axe des abscisses correspond au jour du mois sur la période novembre 2015-février 2016. Comme la fréquentation des hôtels dépend fortement du jour de la semaine, on compare le dimanche 15 novembre 2015 au dimanche 16 novembre 2014 : l'échelle est donc décalée d'un jour.

Les évolutions sont calculées en prenant comme référence la même période de l'année précédente.

Sources : Insee, DGE, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

cumulée de presque 600 000 nuitées sur les deux premiers mois de l'année. À Paris, les touristes étrangers se sont plus encore désistés que les touristes français (respectivement - 540 000 et - 60 000 nuitées), soit des baisses respectives de 19,0 % et 3,3 % en deux mois. Compte tenu du poids de Paris dans l'économie touristique francilienne, la fréquentation hôtelière régionale a reculé de 9,6 % au cours de ces deux premiers mois (- 6,1 % en dehors de Paris). Parmi les touristes étrangers, la clientèle européenne s'est particulièrement abstenue de se déplacer vers la région, avec 360 000 nuitées manquantes par rapport aux deux mêmes mois de l'an dernier, dont 320 000 à Paris (- 21,7 %). Les Italiens et les Britanniques y contribuent pour plus de la moitié (- 200 000). Même les clientèles lointaines, américaines ou asiatiques, ont délaissé la région ■

Contexte national

En France, inflation nulle et pouvoir d'achat dynamique

En France, au quatrième trimestre 2015, la croissance a atteint + 0,3 %, portée par la progression de la production manufacturière entraînant celle des services marchands, malgré les conséquences négatives des attentats. L'emploi salarié marchand a accéléré, notamment l'emploi intérimaire qui progresse vivement depuis trois trimestres. Dans le même temps, le taux de chômage a légèrement reculé à 10 % en France métropolitaine. Côté demande, la consommation des ménages a été affectée par les attentats et les températures douces tandis que l'investissement des entreprises a accéléré après trois trimestres de hausse déjà soutenue. Le commerce extérieur a contribué négativement à la croissance, trouvant sa contrepartie dans une forte contribution positive des variations de stocks, pour le deuxième trimestre consécutif. Soutenu par une inflation nulle, le pouvoir d'achat des ménages a crû de 1,8 % en 2015, un rythme inégalé depuis 2007. Au premier semestre 2016, la croissance française gagnerait un peu de tonus (+ 0,4 % par trimestre).

Contexte international

L'activité a ralenti dans les économies avancées

Dans les pays émergents, l'activité a progressé faiblement au quatrième trimestre 2015, concluant une année morose. Les grands exportateurs de matières premières, comme le Brésil et la Russie, ont pâti de la chute des cours. En Chine, l'activité a de nouveau ralenti. Le fléchissement des importations des pays émergents, notamment en Asie, a freiné le commerce mondial.

Les exportations des économies avancées ont été déprimées par le manque de demande en provenance des pays émergents, ce qui a pesé sur la croissance de fin d'année. Dans la zone euro, l'activité a ainsi crû modérément, au même rythme qu'au troisième trimestre 2015. La reprise continue toutefois de se diffuser progressivement : l'accélération de l'emploi et des salaires ainsi que la nouvelle baisse des prix du pétrole soutiennent le pouvoir d'achat des ménages. Au premier semestre 2016, la croissance des économies avancées resterait solide, notamment du fait d'une légère accélération dans la zone euro.

Insee Ile-de-France

1 rue Stephenson

78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

Directrice de la publication :

Marie-Christine Parent

Rédactrice en chef :

Christèle Rannou-Heim

ISSN 2416-8637

© Insee 2016

Pour en savoir plus

- « Inflation nulle - Pouvoir d'achat dynamique », *Insee Conjoncture - note de conjoncture*, mars 2016.
- Rabadeux D., « L'économie francilienne continue de résister », *Insee Conjoncture Ile-de-France* n° 8, février 2016.

